

# Consommateurs, producteurs, fisc, travailleurs, tous floués par Total !

Avec 12 milliards d'euros de bénéfices en 2011, Total annonce un record de profits inégalé depuis 2008. Sans payer d'impôts, la rentière se gave sur la hausse des prix du baril et délaisse des secteurs aux marges faibles tandis que le prix du sans-plomb flambe et que les raffineries ferment les unes après les autres. Thomas Porcher, économiste, démonte dans son dernier livre (1) la stratégie des géants pétroliers.



**HD.** Total a annoncé, cette année encore, des profits colossaux. Vous dites que ces bénéfices dépendent plus d'une « aubaine

conjoncturelle » que d'une véritable politique de l'entreprise. Pourquoi ?

**THOMAS PORCHER.** Je dis que Total et les autres bénéficient d'une rente de situation. Leurs résultats sont indexés sur le prix du pétrole, qui a augmenté de 25 dollars en un an. Or, ce prix dépend pour l'essentiel de la demande des pays émergents (notamment de la Chine) et de la politique de l'OPEP (Organisation des pays producteurs de pétrole). L'OPEP fixe son offre de pétrole en fonction de la demande de carburant via ses quotas de production : si jamais la demande mondiale diminue, elle ferme les robinets pour faire remonter les prix. Et inversement. Ces deux facteurs ne dépendent en rien de la politique de Total : la compagnie ne produit que 900 millions de barils par an, ce qui est bien trop faible pour influencer les prix. Exxon et BP produisent un peu plus, mais pas suffisamment. À la rigueur, il faudrait que toutes les compagnies s'organisent pour peser véritablement sur le niveau des prix. C'était le cas à l'époque du cartel des sept sœurs (2), mais ce serait aujourd'hui interdit.

**HD.** Les prix du sans-plomb ont atteint des sommets (3). Les analystes mettent en cause le contexte international, mais aussi la fermeture de plusieurs raffineries – comme celle de Petroplus – qui aurait privé le marché de 400 000 barils par jour. Est-ce une stratégie délibérée des pétroliers pour organiser la rareté et faire flamber les prix ?

**T. P.** Ce qui est sûr, c'est que les fermetures ont eu un impact sur les prix. Mais si les raffineries européennes coulent les unes après les autres,



*200 millions d'euros par an sur 10 ans suffiraient pour redresser nos raffineries. En clair, Total n'aurait qu'à verser 2 % de ses bénéfices !*

c'est surtout parce que les marges de raffinage ont diminué et qu'il est beaucoup plus intéressant pour les actionnaires d'investir dans l'exploration-production. Cette réalité se reflète dans l'origine des profits de Total : en 2010, 8,7 milliards d'euros provenaient de l'amont (exploration-production) et seulement 1,1 milliard de l'aval (raffineries-distribution). En même temps, il suffirait d'investir 200 millions d'euros par an pendant 10 ans pour moderniser nos raffineries et les rendre à nouveau compétitives. En clair, Total n'aurait qu'à verser à peine 2 % de ses bénéfices !

**HD.** Vous écrivez que Total ne paie pas un sou d'impôt sur les sociétés en France, ce qui est connu. Ce qu'on sait moins, c'est qu'elle ne paie pas grand-chose non plus dans les pays producteurs...

**T. P.** Total se débrouille en effet pour ne pas payer l'impôt sur les sociétés en France, où elle est déficitaire. Elle n'en paie pas davantage dans des pays comme le Congo-Brazzaville. Comment ? En agissant sur les prix de transfert (qui permettent de réduire son niveau d'imposition en jouant

sur la localisation des bénéfices – NDLR). Dans ce pays, une filiale de Total vend du pétrole à une société sœur, pour un montant très faible. La filiale réalise donc un bénéfice quasiment nul, très peu imposable. La société sœur, elle, est localisée dans un pays à la fiscalité très faible : c'est elle qui va revendre le pétrole, au prix fort cette fois, à d'autres pays. Le bénéfice réalisé sera donc important, mais peu taxé. Le Congo n'a pas les moyens de s'opposer à ces pratiques, parce que 60 % de son PIB provient du pétrole. Et que Total contrôle 60 % de la production de pétrole du pays.

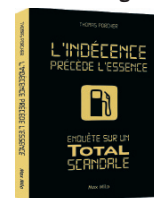
**HD.** Vous décrivez plus largement comment les compagnies pétrolières spolient les pays producteurs par tous les moyens...

**T. P.** Cela se fait principalement lors de l'achat des gisements pétroliers aux pays pauvres. Ces derniers n'ont pas les outils pour vérifier eux-mêmes le volume de leurs capacités pétrolières. Ils font donc appel aux compagnies étrangères, qui vont évaluer la valeur des ressources qu'elles achèteront ensuite ! Les compagnies obtiennent donc du pétrole à des conditions très favorables,

en sous-évaluant systématiquement son prix réel. Le manque à gagner est colossal. Après audit indépendant, le Congo l'avait, par exemple, estimé à 3 milliards de dollars sur 20 ans, il y a une dizaine d'années. Le Congo avait menacé d'attaquer Total en justice. Les deux parties ont fini par trouver un arrangement à l'amiable. Tant que ces pays n'auront pas les moyens d'exploiter eux-mêmes leur pétrole, comme le font le Koweït ou l'Arabie saoudite, ils ne récupéreront que des royalties. ★

**PROPOS RECUEILLIS PAR CYPRIEN BOGANDA**

**cboganda@humadimanche.fr**



(1) « L'Indécence précède l'essence », de Thomas Porcher. Éditions Max Milo, 2012.

(2) Les 7 plus importantes

compagnies au monde (américaines, françaises, britanniques, hollandaises) ont passé un accord secret en 1928 pour se partager le marché. Leur monopole sera remis en question avec l'émergence de l'OPEP dans les années 1960.

(3) 1,56 euro le litre de sans-plomb 95.